



Len Eichel à gauche et Donna Ward à droite, coprésidents de la conférence, en conversation avec Doris Anderson.

## Se donner le mot pour se partager la tâche

par Judith Froome

Il ressort clairement de la récente conférence intitulée «Pour alléger la charge : le partage égal des responsabilités» que l'égalité et la justice dans le milieu du travail signifient non seulement créer un meilleur mode de vie pour tous, mais également mieux utiliser les ressources et assurer le maintien de la compétitivité sur le plan économique.

La rencontre d'une journée, tenue au Palais des congrès de Hull et coprésidée par Donna Ward (VPO) et Leonard Eichel (DGIR), a réuni plus de 220 participants de l'administration centrale et des régions, ainsi que d'autres ministères et organismes fédéraux.

La journée a commencé par un rapport d'Élisabeth Châtillon, qui présidait le comité d'action mis sur pied après la conférence de l'année dernière. «Le Ministère a décidé, nous a-t-elle annoncé, de tenir une telle conférence chaque année et d'embaucher un expert-conseil pour les interventions des six prochains mois.»

Doris Anderson, conférencière principale, ancienne rédactrice en chef de *Chatelaine* et l'une des pionnières du mouvement des femmes canadiennes, a tracé un tableau des gains réalisés par les femmes pendant les 20 dernières années.

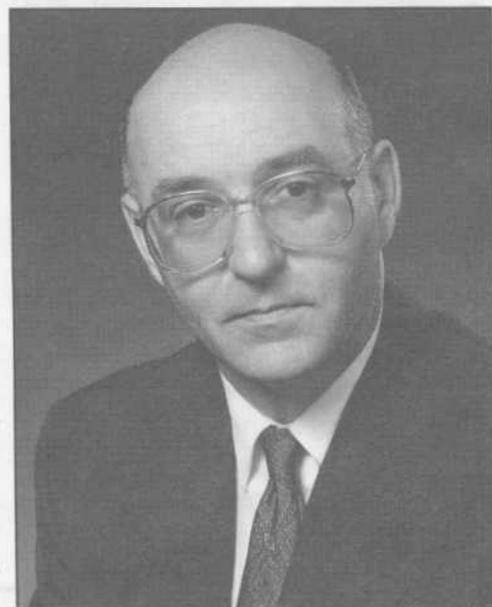
(voir page 4)

## Le Ministère accueille son nouveau sous-ministre

M. Marc Rochon a été nommé au poste de sous-ministre des Communications. M. Rochon devient ainsi le huitième sous-ministre du Ministère depuis 1969.

Venu du Secrétariat d'État, où il était sous-secrétaire depuis 1991, M. Rochon entre en fonctions à Communications Canada fort d'une expérience de la fonction publique de près de 25 ans. Il a notamment été secrétaire-adjoint du Cabinet au Bureau du Conseil privé, où il était chargé de la gestion du personnel cadre. Au cours de sa carrière, M. Rochon a également été à l'emploi d'Approvisionnement et Services Canada et de la Commission de la fonction publique.

Né à Sturgeon Falls, en Ontario, il vit actuellement à Gatineau avec sa femme Andrée et sa fille Christiane.



Marc Rochon

Le Réseau d'information des cadres supérieurs :

# Un système d'audio-messagerie qui permet aux cadres de communiquer

Le Réseau d'information des cadres supérieurs (RICS) est une bénédiction pour de nombreux cadres de la fonction publique fédérale.

Réseau informatisé donnant accès à des renseignements d'intérêt commun, le RICS offre également un service de messagerie électronique à la haute direction de la fonction publique fédérale.

«Le RICS est conçu en fonction des systèmes informatiques de nos clients. Il utilise un service de télécommunications appelé METD qui est acheté pour l'administration fédérale par l'Agence des télécommunications gouvernementales, organisme relevant du ministère des Communications. Notre ser-

vice de messagerie fait appel à un système appelé ENVOY 100, et notre bulletin électronique à un autre système baptisé INET 2000», indique Kim McKinnon, ancienne reporter à la station radiophonique CHEZ 106 et ancienne productrice adjointe de l'émission locale du matin à la radio de CBC à Ottawa, qui est maintenant rédactrice du *Mandarin*, un bulletin d'information du RICS.

aux renseignements», dit M<sup>me</sup> McKinnon.

Le RICS offre également des informations à l'intention du secteur privé. *First Edition* par exemple, réunit des renseignements obtenus de Southam Press et de diverses stations de radiodiffusion. Un autre service, *Postime*, présente un sommaire quotidien des nouvelles et éditoriaux des grands médias écrits anglophones et francophones de l'est du

**«Nous avons pour mandat d'informer l'administration fédérale rapidement et de façon concise», dit M<sup>me</sup> McKinnon.**

Le réseau a pris forme en juin 1990, après que le greffier du Conseil privé eut formé un sous-comité de sous-ministres adjoints pour étudier des moyens d'améliorer les communications entre les cadres de divers ministères fédéraux. «Avant ce temps, il n'existait pas de réseau. L'information ne circulait pas et il fallait sans cesse tout recommencer», mentionne M<sup>me</sup> McKinnon.

Le réseau assure la couverture rapide des questions gouvernementales, des grandes manifestations médiatiques et des remaniements du Cabinet. En outre, il permet la diffusion immédiate de documents tels que le budget, ainsi que des documents sur la Constitution, des débats sur l'unité canadienne et des entrevues exclusives avec des cadres supérieurs responsables de grands dossiers. Tous les services d'information fournis par le RICS sont assurés soit en anglais, soit en français.

Compilé par des journalistes pour le RICS, le *Mandarin* est le seul service quotidien de nouvelles de la fonction publique fédérale. «Nous avons pour mandat d'informer l'administration fédérale rapidement et de façon concise. Nous recherchons des sujets d'intérêt pour nos clients et voulons encourager ceux-ci à consulter d'abord leur ordinateur avant de décrocher le téléphone pour aller

pays, ainsi que des médias électroniques nationaux.

«De plus, le réseau offre six bulletins électroniques spécialisés tenus à jour par des fournisseurs d'information de plusieurs ministères fédéraux et du secteur privé. Ces bulletins sont conçus en fonction des besoins particuliers de la haute direction», précise M<sup>me</sup> McKinnon.

Le Bureau du Conseil privé, la Commission de la fonction publique et Statistique Canada font partie des fournisseurs d'information du RICS qui est actuellement accessible à une soixantaine d'organismes du gouvernement et compte plus de 900 clients.

M<sup>me</sup> McKinnon a indiqué que le logiciel était gratuit, mais qu'il y avait des frais de formation à déboursier ainsi qu'un tarif mensuel à payer pour rémunérer les fournisseurs d'information du secteur privé. Il faut en outre verser des frais d'utilisation à Telecom Canada.

Depuis sa création, le réseau bénéficie d'un financement annuel du Conseil du Trésor. «Ce financement se poursuivra jusqu'à ce que le réseau puisse s'autofinancer», précise M<sup>me</sup> McKinnon.

**Communications Express est publié à l'intention des employés de Communications Canada par les Services d'information.**

**Communications Express accueille volontiers les lettres ouvertes, les suggestions d'articles et les contributions des lecteurs.**

**Adresse :  
Communications Canada  
300, rue Slater, pièce 1924  
Ottawa (Ontario)**

**Rédaction :  
Douglas McCallum  
Rédaction française :  
Marie-Michelle Morisset  
Équipe de production :  
Jeanne Lindblad  
Mark Daley  
ISSN : 0833-5400**



## L'Ontario envoie sa première candidate au programme CAP

par Sonya Verheyden

Carol McGrath, directrice intérimaire des Ressources humaines dans la région de l'Ontario, vient d'accepter une nouvelle affectation au CAP (Cours et affectations de perfectionnement). Elle a quitté Communications Canada, le 13 octobre, pour neuf semaines de cours à Gatineau, près d'Ottawa. Première candidate présentée par le Bureau régional de l'Ontario, M<sup>me</sup> McGrath estime que ce nouveau tournant de sa carrière lui ouvrira de nouvelles perspectives d'avenir.

«Je ne prépare jamais le virage suivant de ma carrière et n'établis jamais les objectifs à long terme qui seront les plus importants pour moi. Je dois être prête à saisir toutes les occasions qui se présentent sur mon chemin.»

Cette réflexion n'étonne guère de la part d'une personne qui a connu une carrière aussi diversifiée dans la fonction publique fédérale. M<sup>me</sup> McGrath a travaillé dans divers ministères, notamment Travaux publics, Emploi et Immigration, Approvisionnements et Services, Pêches et Océans. Originnaire de Winnipeg, elle a demeuré dans plusieurs villes et se souvient avec plaisir de son séjour à Vancouver, lieu de sa première affectation au ministère des Communications.

M<sup>me</sup> McGrath envisageait déjà de travailler à Toronto quand Dave Lyon, directeur exécutif de l'Ontario, lui a proposé de l'accueillir dans ses services, en 1990. Elle évoque maintenant ce souvenir en riant : «Dave m'a persuadée que je faisais déjà partie de la famille du MDC, et qu'il suffisait que j'y reste.» Comme elle ne voulait pas quitter le Ministère, mais souhaitait déménager à Toronto, cette offre était une occasion rêvée.

M<sup>me</sup> McGrath a géré le projet Télétravail, ce qui représentait un autre défi stimulant. Ce projet a été l'occasion d'apprendre à gérer

dans une optique opérationnelle et à favoriser la coopération et la création de consensus à l'intérieur de groupes sans s'appuyer sur l'encadrement hiérarchique classique : «C'était une aptitude importante à acquérir, et qui peut m'être utile dans presque toutes les tâches qui me sont confiées».

Déjà gestionnaire de talent, il est certain que M<sup>me</sup> McGrath sera un atout où qu'elle aille. Ottawa saura certainement profiter de son expérience, de ses connaissances et de sa vitalité, tout ce que la région de l'Ontario vient de perdre.



Carol McGrath

## La conversion au groupe GE touchera 1 300 employés

La rédaction des énoncés de fonctions et la classification des postes sont appelées à changer considérablement très bientôt. On compte simplifier les évaluations de postes grâce à des descriptions «non sexistes» permettant d'éliminer toute espèce de discrimination, ainsi qu'à la création d'un tout nouveau groupe professionnel, les Services généraux (GE). On tiendra compte du même coup des dispositions de la Loi canadienne sur les droits de la personne concernant la parité salariale pour les personnes exerçant les mêmes fonctions. Le groupe GE réunira quelque 100 000 fonctionnaires des quatre coins du Canada, dont 1 300 appartiennent au ministère des Communications.

«En plus de simplifier la gestion de notre système de classification professionnelle, ces changements contribueront à éliminer les barrières qui subsistent entre la catégorie des employés de soutien et celle des agents, et faciliteront les mutations latérales entre les postes de même niveau GE», a souligné Judith Farley, responsable du projet de conversion au groupe GE.

Le processus, déjà amorcé au ministère des Communications, suppose la mise à jour des énoncés de fonctions, à laquelle les gestionnaires relevant du SMAGI et du SMAPC travailleront ac-

tivement au cours des quatre prochains mois, ainsi que l'évaluation des postes à partir d'un plan universel, tâche qui sera confiée à des comités formés d'autres gestionnaires du Ministère. Le plan précité a été conçu par un comité qui comptait plus de 70 fonctionnaires fédéraux, de concert avec le groupe de travail chargé de simplifier la classification des postes, et institué dans le cadre de FP2000. Des postes appartenant à d'autres secteurs et existant dans d'autres régions seront examinés et évalués de février à décembre 1993.

Le groupe GE sera composé de trois sous-groupes distincts. Celui des Services généraux regroupera les postes appartenant actuellement aux catégories ST, AS, CR, OE, IS, OM, DA, PM, PG, WP, CM et PE. Celui des Finances et celui des Stagiaires en gestion regrouperont respectivement les postes FI et MM.

La conversion au groupe GE n'entraînera pas de baisse de salaire. Les cadres et les employés seront tenus au courant de l'évolution du dossier grâce à des séances d'information et par le truchement de *CommunicInfo*. On envisage également de mettre sur pied un service téléphonique afin de répondre aux questions des employés du Ministère.

# Trois directions veulent nous donner un annuaire téléphonique électronique pour Noël

Est-ce que cela vous exaspère de consulter un annuaire téléphonique qui n'est jamais tout à fait à jour? Quelques directions travaillent ensemble à changer la situation par une nouvelle version automatisée du répertoire téléphonique du Ministère.

La Direction générale des programmes techniques (DGEP) s'est engagée à fournir à tous les employés une version électronique de l'annuaire avant Noël prochain. Le groupe des télécommunications de la Gestion des installations (DGAT/DFMR) tiendra à jour ce nouveau service, tandis que celui de la Gestion de l'informatique (DGIM) s'occupera d'aider les utilisateurs.

C'est en 1988 que fut élaborée par la DGEP la première version électronique du répertoire téléphonique ministériel. Connue sous le nom de 411, cette version fut mise à la disposition de tous les secteurs, de toutes les régions ainsi que de nombreux employés de l'administra-

tion centrale. Il ne faut pas confondre ce système avec l'annuaire électronique de l'ATG pour la région de la capitale nationale, aussi appelé le 411. Ce dernier est bien utile, mais ne comporte aucun mécanisme de mise à jour de l'information.

La nouvelle version du 411, bilingue, sera mise à jour au fur et à mesure des changements. Elle comporte trois répertoires téléphoniques distincts (par personnes, par groupes et ministériel), des possibilités de recherche rapide et une fonction de composition automatique pour les utilisateurs possédant un modem. Le répertoire ministériel énumère le nom, le titre, le lieu de travail, le groupe, le numéro de télécopieur et le numéro de téléphone des employés.

Cette nouveauté ne signifie pas pour autant la disparition de l'annuaire imprimé. Celui-ci continuera à être distribué parallèlement au ré-

pertoire électronique pendant un certain temps. Même si on vise à fournir le répertoire électronique à chaque employé et à réduire éventuellement au minimum le nombre d'exemplaires imprimés, nous n'en sommes pas encore là.

Pour se servir du 411, l'ordinateur compatible-IBM de l'utilisateur doit être branché sur un réseau Novell ou Banyan Vines, et muni du logiciel approprié. À l'heure actuelle, on ne prend pas en charge les appareils incompatibles avec le matériel IBM (SUN, MacIntosh, etc.).

Au cours des prochaines semaines, votre administrateur de réseau local vous dira quand et comment utiliser le service 411. Le service est gratuit et ne requiert pratiquement aucune formation, car les consignes d'utilisation figurent à l'écran. Toutefois, on fournira des guides d'utilisation, et on établira une ligne téléphonique directe pour répondre à vos questions.

## Se partager la tâche

(suite de la première page)

Elle a également raconté quelques expériences personnelles sur la façon dont les hommes et les femmes sont traités différemment au travail.

Son exposé ne portait pas uniquement sur ce que les femmes ont à gagner d'une égalité de participation dans le monde du travail, mais aussi sur les avantages que la société pourrait en retirer. Elle a mentionné que les Canadiennes prennent leur emploi très au sérieux, et que de nombreuses femmes talentueuses quittent leur travail au moment où leurs connaissances et leur expérience pourraient être les plus précieuses.

On s'intéresse également dans les régions aux questions d'intérêt humain en général, comme en a témoigné Ginger Stones, directrice des services de gestion, région de la Colombie-Britannique et du Yukon, qui a présenté un compte rendu sur la conférence du MDC pour les femmes de la région, tenue récemment à Vancouver.

Le cabinet Neighbours Consulting a clôturé la matinée par un exercice de sensibilisation aux rôles féminins et masculins; il a recueilli les commentaires de l'auditoire après des discussions en petits groupes.

Pendant l'après-midi, on pouvait choisir entre un atelier intitulé «Des femmes et des hommes à la fonction publique - des histoires vraies» et une séance d'information sur le télétravail.

Une discussion animée, dirigée par Barbara Bloor, SMAGI, a mis fin au programme de la journée. Y participaient Glenda Simms, présidente du Conseil canadien sur la situation de la femme, Georgina Wyman, vice-présidente principale d'International Management Bata Ltd., et Susan Robinson, partenaire fondatrice de Gilpin Robinson Inc. Elles aussi estiment que les fonctionnaires doivent établir des partenariats afin de créer un milieu de travail plus agréable et tirer profit des expériences des hommes et des femmes.

Plus d'une fois dans la journée, on a rappelé qu'il a fallu des générations pour établir l'actuel système de gestion et qu'il faudra plusieurs autres générations pour le défaire. Doris Anderson estime que les femmes sont encore traitées comme des partenaires de rang inférieur.



Des participants aux discussions du matin

On commence seulement à se rendre compte que l'on n'utilise pas pleinement l'une de nos ressources les plus précieuses, c'est-à-dire les femmes.

La conférence était organisée par Anne Marie Giannetti, Patricia Jaton, Louise Lappa, Chantal Racine et Joanne Williamson.

À l'an prochain!